« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 176 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2956 - Prix : 1€

Ne soyons ni chair à patrons, ni chair à canons !

Contre le racisme au travail : compter sur l'organisation ouvrière *Page 4*

Victoire des grévistes des cliniques du Groupe les Flamboyants *Page 9*

Russie-Ukraine : L'impérialisme américain reste maître du jeu *Page 10*

ÉDITORIAL

Ni chair à canons, ni chair à patrons !

Macron et le gouvernement se sont mis sur le pied de guerre. La semaine dernière, ils ont rassemblé industriels de l'armement, banquiers et investisseurs pour organiser l'augmentation de la production de poudre, de canons, de missiles, de chars, d'avions de chasse, de drones...

Le gouvernement disait impossible de trouver 20 milliards pour les retraites. Eh bien, il veut en trouver 50 pour porter le budget militaire à 100 milliards par an, après l'avoir déjà doublé depuis 2017 !

D'après les calculs du ministre des Armées, Lecornu, il faudrait vingt à trente Rafale supplémentaires, trois frégates de plus, des drones de toutes sortes et doubler la réserve militaire pour la faire passer de 44 500 soldats à 100 000.

À l'échelle de l'Union européenne, Ursula von der Leyen projette jusqu'à 800 milliards de dépenses militaires. Le nouveau chancelier allemand a fait entériner par son Parlement un plan « bazooka » autorisant des centaines de milliards d'euros de dépenses pour l'armée.

C'est une gigantesque manne pour tous les marchands d'armes, « une décennie de croissance et peut-être plus » comme l'explique le PDG de Thales, qui produit des systèmes de radars, notamment pour le Rafale.

De nombreux économistes se félicitent déjà de la relance économique engendrée par la course à l'armement. Et, oui, ce sera un nouveau bond pour les actions et les profits des Dassault et des Thales ! Mais pour les travailleurs du secteur, ce sera surtout la relance de la pression et de l'exploitation. Et s'il y a des usines agrandies et des emplois créés ici et là, il n'y a sûrement pas à s'en réjouir car la relance de l'industrie militaire est une nouvelle étape dans la marche à la guerre.

Si la guerre éclate, les parents auront du travail mais leurs enfants, eux, seront envoyés au combat, comme c'est le cas en Ukraine et en Russie. Et en première ligne, il y aura, comme toujours, les enfants de la classe ouvrière. Déjà aujourd'hui, l'armée recrute à tour de bras. Et qui s'engage sinon les jeunes des classes populaires qui en ont marre de galérer de petit boulot en petit boulot ?

Cette préparation à la guerre est absolument contraire aux intérêts des travailleurs. Et il ne faut pas marcher dans cet embrigadement.

Le gouvernement ne prépare pas « la défense du pays », comme il tente de le faire croire. S'il s'agissait de cela, pourquoi se doter de frégates qui « assurent une présence navale solide sur plusieurs fronts stratégiques, de la mer Rouge à l'Indopacifique, en passant par la Baltique et la Méditerranée », comme le dit Lecornu ?

Le gouvernement et les généraux se préparent à une guerre bien plus vaste et à des opérations à des centaines et des milliers de kilomètres. Tout cela pourquoi ? Pour défendre la place de l'impérialisme français dans le monde et donc les intérêts de la bourgeoisie française.

Ces dernières décennies, l'armée française a participé à une multitude d'opérations militaires et de guerres, en Afrique notamment. Elle n'y a pas défendu la France d'un envahisseur ni protégé la veuve et l'orphelin au Mali ou au Tchad. Elle s'est battue pour le droit au pillage et à l'exploitation des Total, Bolloré, Saint Gobain et pour les débouchés de Vinci, Orange, Schneider Electric et Alstom...

Aujourd'hui, la préoccupation du gouvernement est la même. S'il s'intéresse autant à la guerre en Ukraine, c'est dans le même esprit que les États-Unis : pour que la bourgeoisie française accède à sa part de gâteau.

Qu'est-ce que cela nous apporte, à nous travailleurs, que SFR remporte le marché de la téléphonie en Ukraine, ou qu'un consortium français décroche des contrats pour la reconstruction ? Peut-on en espérer plus d'emplois et de meilleurs salaires ? Bien sûr que non !

Les guerres décidées par nos dirigeants sont dans la continuité de la politique qu'ils mènent au quotidien : elles servent les intérêts des capitalistes.

Les porte-parole patronaux se frottent les mains et n'ont plus que « l'effort de guerre » à la bouche. Tous y voient le moyen de nous forcer à travailler plus et d'en finir avec ce qu'ils appellent le modèle social français. Au nom de l'effort de guerre, certains disent vouloir « remettre la France au travail », comme si les travailleurs ne laissaient pas déjà leur peau au boulot !

Alors, en plus de défendre nos salaires, nos retraites et nos conditions de travail, il faut nous opposer au conditionnement guerrier. Nous opposer au gâchis et à la folie que signifient l'augmentation du budget militaire et la marche à la guerre.

Leurs guerres ne sont pas les nôtres ! Nous n'avons pas besoin de Rafale ni de chars mais de logements et de médecins ! Ne marchons pas derrière les Macron, Bolloré, Arnault ou Michelin, qui passent leur temps à attaquer nos conditions d'existence !

Nathalie Arthaud

Propagande guerrière : enseignants et lycéens dans le viseur

Une journée de formation pour enseigner aux élèves le bien-fondé des Opex, opérations extérieures de l'armée française, est proposée à des professeurs d'histoire-géographie de lycées parisiens.

La formation est organisée en partie par l'Office national des combattants et victimes de guerre, qui visiblement ne se contente pas de verser des pensions aux anciens militaires mais prépare aussi les futures guerres. Le programme commence par la conférence d'un général, suivie de celle de l'inspection académique régionale, avec un but commun : enseigner et surtout promouvoir les Opex.

Ces dernières décennies, les Opex se sont pour la plupart déroulées en Afrique et au Moyen-Orient. Elles sont une facette de l'oppression que l'impérialisme français exerce sur les populations de ce qu'il considère comme sa zone d'influence. Soutien aux génocidaires qui ont ensanglanté le Rwanda et à des dictatures, bombardements de villages, etc. : les crimes qu'a commis l'armée pour assurer aux capitalistes français des marchés et le contrôle des richesses naturelles sont nombreux.

On peut être sûr qu'on ne demandera pas aux professeurs d'enseigner aux lycéens ce passé – qui inclut les guerres coloniales, pourtant des Opex par définition. Ce ne sera pas non plus d'éclairer l'actuelle mise en condition de la jeunesse en vue des prochaines guerres, ni d'expliquer le mensonge que recouvre la « défense de la patrie ». Le souci de l'état-major est de préparer les futures Opex, et il doit avoir la collaboration de l'Éducation pour bourrer les crânes des futurs soldats. C'est en cela sans doute qu'elle est nationale.

Industries d'armement : financer les profits patronaux

Jeudi 20 mars, les ministres des armées et de l'économie ont réuni à Bercy des dirigeants de banques, d'assurances, et du secteur militaire pour discuter du financement de l'armement… aux dépens de la population.

Comme les discours des ministres sont à la vérité ce que la musique militaire est à la musique, le ministre de l'Économie Lombard a commencé par un gros mensonge. *« L'État ne fera jamais main basse sur l'épargne des Français »*, a-t-il affirmé. Celle-ci sera juste délicatement « fléchée » vers les trésoreries des entreprises concernées, à travers les banques et les assurances.

Le ministre promet que seuls les épargnants qui le veulent sont invités à mettre leur argent, pour un montant d'au moins 500 euros, dans un fonds spécial « Bpifrance Défense ». Pouvant aller jusqu'à 450 millions d'euros, ce fonds servirait à alimenter les trésoreries des entreprises de l'armement.

Mais les besoins de ces entreprises ne se limitent pas à ces centaines de millions. Les estimations sont de trois ou cinq milliards d'euros nécessaires pour assurer les commandes supplémentaires sur les prochaines années, les capitalistes de ce secteur richissime pleurnichent pour obtenir ces fonds. L'an dernier, Thales Défense a fait 1,4 milliard d'euros de bénéfices, Dassault 1 milliard d'euros, le fabricant de missiles MBDA 640 millions d'euros, tous en hausse, pour n'en citer que quelques- uns. Pourtant, ce n'est pas cet argent-là qu'ils veulent investir dans leur propre production. Ils veulent garder les profits privés et obtenir les investissements publics, c'est cela pour eux la « défense nationale ».

Ce prétexte sert aujourd'hui à ces patrons pour encaisser des profits faramineux après que tout ait été payé par l'État et la population : emprunts, commandes d'armes, trésoreries des sous-traitants… avant de servir demain à mobiliser la jeunesse pour manier ces armes contre l'ennemi désigné.

Antisémitisme : qui peut croire l'extrême droite ?

Jordan Bardella et Marion Maréchal, ainsi qu'une brochette de députés européens d'extrême droite, étaient invités les 25 et 26 mars à Jérusalem pour prendre la parole dans un colloque consacré à la lutte contre l'antisémitisme.

Cette invitation a mis dans l'embarras jusqu'au très réactionnaire Conseil représentatif des institutions juives de France, qui refusait, jusque-là, de s'afficher avec le RN. Il est pourtant dans l'ordre des choses qu'un gouvernement d'extrême droite responsable du massacre de plus de 50 000 Palestiniens accueille avec chaleur les chefs des partis d'extrême droite du monde entier.

Pour Bardella ou Maréchal, cette invitation est du pain bénit pour faire oublier les racines antisémites de leurs partis respectifs, achever leur dédiabolisation et faire tomber les dernières barrières à leur intégration au pouvoir en France. Comme tous les politiciens démagogues, ceux d'extrême droite n'ont pas de convictions mais adaptent leurs discours à l'air du temps pour capter le plus grand nombre de voix, dans des milieux variés. Au fil des années, le RN a remplacé l'antisémitisme traditionnel de l'extrême droite par une démagogie raciste dirigée d'abord contre les musulmans, surtout s'ils vivent dans les quartiers populaires.

La période ouverte par le 7 octobre 2023 et l'attaque du Hamas contre des Israéliens a permis aux dirigeants du RN d'accélérer ce tournant. Ainsi, Marine Le Pen et Jordan Bardella ne cessent de se poser en défenseurs de « nos concitoyens juifs ». Après les ministres en exercice, de nombreux responsables politiques et les journalistes aux ordres, les dirigeants du RN reprennent à leur compte le refrain affirmant que toute critique de l'oppression subie par les Palestiniens, toute dénonciation des crimes commis depuis seize mois par le gouvernement Netanyahou, serait de l'antisémitisme.

L'antisémitisme, que ce soit dans sa version classique d'extrême droite qui fait des juifs les boucs émissaires des malheurs des classes populaires, ou dans une version qui rendrait tous les juifs du monde responsables de la politique de l'État israélien, est une impasse criminelle que les travailleurs conscients doivent combattre. Ceux qui se posent aujourd'hui en champions de la lutte contre l'antisémitisme tout en couvrant les crimes des dirigeants israéliens contribuent à l'alimenter.

Contre le racisme au travail : compter sur l'organisation ouvrière

Huit organisations syndicales, dont la CGT, la CFDT, FO, Solidaires, etc., ont décidé de lancer une campagne contre les discriminations sur le lieu de travail. Il est en effet indispensable de s'attaquer à ce fléau qui sert avant tout à diviser le monde du travail pour l'affaiblir.

L'exploitation patronale a besoin de diviser les travailleurs de toutes les façons possibles. Le racisme est une des pires, mais le patronat en a toujours entretenu de toutes sortes : contrats différents, fiches de paye différentes, cascade de sous-traitance, titres de séjours et droits différents... tout cela pour mettre en concurrence les travailleurs entre eux, et en tirer le maximum de profit. Dans des entreprises de nettoyage ou du BTP, par exemple, les postes de chef sont donnés aux travailleurs de certaines nationalités, pour encadrer ceux d'autres nationalités. La persistance des inégalités salariales entre hommes et femmes dans les entreprises montre bien aussi à quoi cela sert et surtout qui cela sert.

Malgré cela, les directions des grandes entreprises parlent souvent de respect des différences et d'antiracisme. Seulement, entre les mains des patrons, la lutte contre le sexisme ou le racisme devient un moyen de jouer les arbitres et les juges moraux, voire de sanctionner des travailleurs.

C'est sur ce point que la campagne syndicale est critiquable car elle remplace la lutte de classe par des contes de fées. Ses tracts et affiches expliquent qu'il faut compter sur la justice pour imposer aux patrons qu'ils « ne fassent aucune distinction entre ses salariés ». Au lieu d'en appeler à l'action collective des travailleurs, les dirigeants syndicaux ont même le culot de prétendre que « le lieu de travail est avant tout un espace d'égalité et d'inclusion ». C'est oublier de dire que le lieu de travail, est d'abord aujourd'hui le lieu de l'exploitation et de la soumission à la hiérarchie.

Pour finir, le tract syndical explique que *« la loi protège contre la discrimination raciale »*, en citant l'article 225 du Code pénal.

Ni la loi, ni l'État, ni la justice ne peuvent vraiment aider à combattre le racisme, le sexisme et les discriminations. Seuls les travailleurs eux-mêmes peuvent le faire. Parce qu'ils se retrouvent ensemble sur les mêmes chantiers, les mêmes chaînes de montage, dans les mêmes bureaux, ils ont les moyens de créer des liens de solidarité, pour résister au quotidien et pour changer leur sort demain. Ce sont bien les seules armes et la meilleure réponse au racisme.

Laïcité dans le sport : un voile sur les abus

Bruno Retailleau et Gérald Darmanin, concurrents sur le terrain de la démagogie raciste, ont trouvé un sujet commun de campagne : l'interdiction du port du voile dans toutes les fédérations sportives.

Le gouvernement a emboîté le pas de ces gens-là et de leur propagande xénophobe.

Toujours dans le sillage du RN, Retailleau a osé prétendre qu'*« un certain nombre d'informations* […] *démontrent un entrisme islamiste dans le sport, notamment des Frères musulmans »*. C'est un pur fantasme démenti par les professionnels du sport. Depuis des années, de nombreuses fédérations ont interdit le port du voile dans les compétitions, le football, le basket-ball, le volley-ball et le rugby. La nouveauté consisterait donc à étendre la mesure à toutes les fédérations y compris dans les matchs amicaux, privant ainsi de nombreuses jeunes filles de toute pratique sportive en club.

Le voile religieux, qui n'est pas un apanage de l'islam, il suffit de croiser des bonnes sœurs pour s'en souvenir, est fondamentalement un instrument de l'oppression sociale des femmes. Il est certes désolant que de jeunes sportives, qui doivent déjà se battre pour exister dans leur domaine contre le sexisme, se croient en devoir de le porter. Mais cette campagne politicienne n'a rien à voir avec la défense de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes. Quand il s'agit de dénoncer les agressions sexuelles dont sont victimes de jeunes sportives ou les comportements insupportables qui perdurent dans bien des fédérations, on n'entend pas les Retailleau ou autres Darmanin. Et pourtant les scandales sont là pour rappeler que le monde sportif est loin d'être un modèle.

De même, on n'a pas vu Retailleau ni Darmanin, Le Pen ou Bardella s'indigner à propos de l'affaire Bétharram. Celle-ci a pourtant mis la lumière sur un certain enseignement catholique qui dresse les enfants à coups de trique, voire en abuse. Retailleau comme Le Pen sont restés muets sur les violences sexuelles commises dans cette institution. Les deux ministres se sont même empressés de voler au secours du Premier ministre qui prétendait ne rien savoir.

La laïcité de ces derniers s'arrête devant la croix, leur campagne xénophobe démarre à la vue des mosquées.

Associations : étranglées par les coupes budgétaires

L'UDES (Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire) alerte sur l'asphyxie financière des associations, le budget 2025 ayant imposé une baisse drastique des dotations globales de fonctionnement versées par l'État aux collectivités locales.

Par un jeu de dominos, cela entraîne une chute des subventions perçues par nombre d'associations.

Les salariés de ces structures sont les victimes désignées. Près de 180 000 emplois, un sur quinze, seraient menacés dans l'économie sociale et solidaire selon l'UDES, qui dénonce un « plan social à bas bruit » et à terme, « une catastrophe industrielle ».

Par exemple, le département de la Loire a d'ores et déjà réduit de 66 % son budget dédié aux associations. Cela touche des associations culturelles et sportives, mais aussi à caractère social.

Les conséquences seront aussi dramatiques pour le public bénéficiant de l'aide des associations. Ainsi, le département du Val-de-Marne vient de diminuer de 77 % les subventions au Secours populaire, au Secours catholique et à la Croix-Rouge alors que la misère se développe dans les quartiers populaires.

Alors que le gouvernement se livre à une démagogie à propos de la délinquance des mineurs, sa politique coupe les crédits à nombre d'associations d'aide à l'enfance. Alors qu'il prétend lutter contre la violence faite aux femmes, il impose l'arrêt de structures qui leur viennent en aide. Idem chez les personnes âgées, pour lesquelles les associations d'aide à domicile sont menacées.

Le fonctionnement de la société capitaliste a produit, y compris dans les pays riches, une misère sociale telle que la bourgeoisie a accepté d'en gommer certains aspects les plus choquants, par le fonctionnement d'associations caritatives ou d'entraide. Et, bien souvent, ce sont les dons et la générosité du public qui permettent le fonctionnement de ces associations, constituant un réseau vital dans les quartiers populaires et souvent débordées par l'ampleur des besoins. L'État et les collectivités locales acceptaient éventuellement de participer au financement de ces associations afin de les maintenir à flots. La bourgeoisie de plus en plus dépendante du pillage des caisses de l'État et des collectivités, reprend les miettes qu'elle avait concédées au secteur associatif et social.

Problème de logement après Garance : la calamité n'est pas que naturelle !

Il y a un mois, le passage du cyclone Garance a causé de nombreux dégâts sur les maisons et les immeubles, principalement dans l'est de l'île : toitures arrachées, infiltrations d'eau, baies vitrées brisées, portes et fenêtres emportées par des vents violents, etc.

Sur les 84.000 logements sociaux du territoire, plus d'une centaine ont subi des dégâts qui ont nécessité le relogement des occupants en urgence.

Mais la force des vents cycloniques qui ont soufflé à plus de 200 km/h, n'est pas seule responsable d'autant de dommages sur ces bâtiments dont certains sont de contruction récente.

En effet, selon les assureurs et le Conseil de l'ordre des architectes de La Réunion, les bâtiments inadaptés aux conditions climatiques, les constructions à bas coût et les malfaçons sont les causes principales de ces dégâts.

À La Réunion, 123 immeubles de moins de 10 ans sont déclarés indécents, voire insalubres. Et comme l'affirme Marc Joly du Conseil de l'ordre des architectes de La Réunion, « la qualité des constructions ne s'améliore pas ». C'est un véritable fléau que supportent les locataires depuis plusieurs années .

Malgré les plaintes et les actions en justice des locataires contre les bailleurs sociaux qui appartiennent pour la plupart à CDC-Habitat (filiale de la Caisse des dépôts), les travaux

LO

de réparation ou d'entretien se font attendre ou ne sont faits qu'à moitié. On ne compte plus le nombre d'infiltrations d'eau, des problèmes électriques, des structures défaillantes dans les immeubles sociaux.

À cause de tous ces manquements aux règles de la construction de la part d'entreprises peu scrupuleuses, du je m'enfoutisme des bailleurs sociaux et du manque de contrôle des autorités sur les pratiques des uns et des autres. De mal logés, les locataires sont devenus...sinistrés !

Pour se dédouaner de leurs responsabilités, les patrons du BTP réclament une adaptation des normes de constructions aux réalités climatiques de l'île.

Qu'ils commencent donc par respecter les normes déjà en vigueur !

Un mois après le passage de Garance combien de familles sont encore logées dans les logements d'urgence ?

Combien de temps devront-elles attendre avant de trouver un logement décent quand on sait que près de 50.000 demandes sont en souffrance ?

Comble de cynisme, à l'heure où des dizaines de familles sont en détresse, les députés se penchent sur un projet de loi visant à mettre fin au maintien à vie dans le logement social !

Décidément, il y a des coups de pieds qui se perdent !

Vivement le vent de la révolte !

Grande distribution : Face tu perds, pile je gagne !

Garance n'aura pas fait que des malheureux. Dans la grande distribution, après le passage du cyclone, les prix se sont...envolés !

À Carrefour, la plupart des produits ont augmenté de 1 à 2 euros. La lampe de poche, très utile en cas de panne de courant, est devenue un produit de luxe. Son prix a triplé, passant de 12 à 35 euros !

Le capitaliste Hayot a une vision éclairée de ses profits !

GBH tout comme les autres enseignes, agit comme un rapace qui se jette sur sa proie, les familles des classes populaires dont beaucoup ont dû jeter le contenu de leur congélateur à cause des coupures de courant et refaire les courses pour pouvoir manger. Double dépense !

Contre ces capitalistes, la préfecture ne déclenche pas l'alerte rouge !

En 2009 et 2019, les travailleurs avaient trouvé le chemin de la contestation contre la vie chère et avaient laissé exploser leur colère dans les mouvements « Cospar » et Gilets jaunes ».

Ils serait à nouveau temps que le ciel s'assombrisse sur la tête des capitalistes…

Valls girouette toujours du même côté

Le 12 mars, l'État annonçait que l'état de catastrophe naturelle pour vents cycloniques n'était reconnu que pour deux communes, Sainte-Marie et Sainte-Rose. Cette annonce souleva immédiatement une levée de boucliers parmi les milliers de sinistrés et les élus locaux.

Piteusement, un communiqué de Valls faisait porter le chapeau à Météo France : *« Les nouvelles analyses de Météo France, plus complètes que celles disponibles lors de la première commission du 7 mars, révèlent l'ampleur des vents destructeurs qui ont frappé l'île, notamment dans le Nord et dans l'Est... l'état de catastrophe naturelle au titre des vents cycloniques* (est) *reconnue pour 10 communes supplémentaires : Saint-Denis, Sainte-Suzanne, Salazie, Bras-Panon, Plaine-des-Palmistes, Saint-André, Saint-Benoît, Saint-Joseph, Saint-Philippe et Le Tampon. »*

Un détail, Saint-Philippe et Saint-Joseph sont dans le Sud mais il ne s'agit pas seulement d'une politique de gribouille. Toute l'île a bien ressenti et subi les dégâts des vents violents et mettre tout le département en catnat vent violent ne ferait que faciliter la constitution des dossiers des sinistrés qui de toute façon passent par l'étape expertise. Valls et ses semblables gèrent les affaires des riches et pourrissent la vie des pauvres… avec la complicité des maires qui se satisfont que leur commune fasse partie des 10 complémentaires en espérant, prochaine élection oblige, le gain de quelques voix de plus…

Décidément, tant que les travailleurs et la population ne se mêlent pas d'imposer leurs solutions les mauvais vents politiciens aggraveront ceux des cyclones.

Une agitation de mauvais aloi...

Le 10 mars dernier, une dégradation de la statue en plâtre de la Vierge Marie située à côté de l'église de la Délivrance s'est retrouvée filmée et mise en ligne sur les réseaux sociaux. Il semble que les auteurs sont des jeunes désoeuvrés du quartier populaire voisin du Bas de la Rivière à Saint-Denis.

Cet acte assez piteux qui relève plus de l'infantilisme que de la contestation politique a soulevé un concert de protestation peu commun.

Dans un ensemble tonitruant toute la classe politique, évêque et responsables religieux de toutes obédiences confondus, se sont indignés de cette prétendue atteinte aux convictions religieuses et au fameux « Vivre ensemble réunionnais ». Certains réclamant qu'une répression sans faille s'abatte sur ces brebis galeuses et le représentant de l'État rappelant que de tels actes sont passibles de plusieurs années de prison et de dizaines de milliers d'euros d'amende. Quant aux démagogues racistes ils n'ont pas manqué de faire courir le bruit que ces actes étaient le fait de jeunes originaires des Comores ou de Mayotte. Ce qui était tout de suite démenti par l'évêque qui a appelé au calme tout en portant plainte comme le fait aussi la mairie socialiste du chef lieu. Cette dernière va devoir faire réparer la statue de la Vierge Marie en même temps que celle de La Bourdonnais, l'organisateur de la terrible répression des esclaves marrons de l'île Bourbon !

Alors que ce dérisoire fait divers ne menace en rien l'ordre public il sert de prétexte à un exercice d'union sacrée : l'alliance du sabre, du goupillon et des politiques. Un exercice qui se fait toujours contre les pauvres et contre les travailleurs.

Médicaments : pénuries permanentes

Selon l'Agence nationale de sécurité du médicament, les industriels ont déclaré près de 400 médicaments en rupture de stock en 2024. Elle précise qu'il s'agit d'un niveau « historiquement haut ». La liste contient des molécules indispensables pour nombre de malades : anti-infectieux, anticancéreux, antipsychotiques. Ainsi, la quétiapine, pourtant prescrite à 250 000 patients bipolaires ou schizophrènes, est introuvable.

La décision de produire ces médicaments relève du choix de chaque fabricant, en fonction de ses priorités, de ses profits, sans s'occuper de l'urgence dans laquelle se retrouvent les malades.

Avortement : une reconnaissance honteusement tardive

Le Sénat vient d'adopter une loi se proposant de réhabiliter les femmes condamnées pour avoir avorté avant 1975, année de la légalisation de l'avortement. Avant cette date, 11 000 personnes avaient été condamnées, y compris à des peines de prison, pour avoir avorté ou aidé à avorter. Cinquante ans pour reconnaître du bout des lèvres l'ignominie de ces condamnations… le petit monde politique a pris tout son temps.

Quand on sait qu'il a fallu attendre 2013 pour que la loi de 1800 interdisant le port du pantalon aux femmes soit abrogée, cela donne tout son sens à l'expression « aller son train de sénateur ».

Dette publique : pas aux travailleurs de la payer

L'Insee a publié un rapport sur la dette de l'État. Celle-ci a augmenté de 203 milliards d'euros en 2024, et s'élevait à 3 305 milliards fin décembre. *« Le rétablissement de nos finances publiques est un devoir moral envers nos concitoyens, en particulier ceux qui travaillent, les plus jeunes et les enfants »*, a déclaré François Bayrou.

Sa morale, c'est d'obliger les travailleurs à payer pour une dette creusée, non pas à cause les dépenses sociales qui se réduisent, mais à coup de milliards déversés sur le grand patronat.

RSA : la guerre faite aux chômeurs

Le gouvernement a écrit aux conseils départementaux pour les préparer aux modalités des sanctions à prendre à l'encontre des allocataires du RSA.

En effet, selon la loi dite « pour le plein-emploi », il devient possible de retirer entre 30 % et 100 % de leur allocation à ceux qui ne remplissent pas les nouvelles conditions.

Cette loi oblige les allocataires à justifier d'une activité de 15 heures par semaine. Cela ne veut pas dire qu'il leur sera fourni un emploi, loin de là, mais qu'ils doivent au minimum faire la preuve qu'ils ont cherché un emploi auprès de France Travail. Les services départementaux ou France Travail décideront de l'éventuelle suspension des allocations, d'abord pendant deux mois, puis quatre, avec le risque d'une radiation définitive. Et cela peut aller très vite puisqu'un travailleur peut être privé d'allocation s'il ne répond pas à un mail. Le but n'est en aucun cas de combattre le chômage, mais de continuer à faire croire qu'il est dû à la mauvaise volonté des chômeurs.

Alors que le patronat multiplie les plans de licenciements, alors que le nombre de chômeurs augmente, cette loi est en fait dirigée contre tous les travailleurs. Elle va obliger nombre d'allocataires à accepter n'importe quel emploi pour espérer conserver les quelque 635 euros qui leur permettent à peine de survivre et cela pèsera sur l'ensemble des salaires.

Pour cela, la propagande visant à accuser les chômeurs et/ou les allocataires du RSA de frauder ou de profiter du système s'amplifie, même si tous les chiffres montrent l'inverse. Par exemple, dans les cinq départements où ce procédé a été testé, les chiffres montrent qu'il n'y a pas de *« scandale à la fraude sociale »,* dixit *Le Figaro*. Ce qui n'empêche pas Catherine Vautrin, la ministre du Travail, qui devrait plutôt s'appeler la ministre du Capital, d'estimer que la mesure *« sortira certaines personnes des dispositifs parce qu'elles n'y ont pas droit »*. Selon les estimations, 56 % de la « fraude sociale » à proprement parler, proviennent des entreprises, des petits et grands patrons qui ne payent pas leurs cotisations. En revanche, la fraude aux allocations chômage ne concerne que 0,1 % des sommes. Les assistés et profiteurs ne sont vraiment pas ceux que le gouvernement désigne, mais ceux qu'il protège !

Les grévistes des cliniques du Groupe les Flamboyants font reculer leur direction

Les patrons des cliniques de santé mentale et psychiatrique de ce groupe privé se sont déclarés « étonnés » quand plusieurs dizaines de leurs salariés des métiers supports (la restauration, l'informatique, l'entretien, les secrétaires médicales ou les brancardiers) se sont mis en grève le 13 mars dernier. Ils ont bien été les seuls à l'être dans l'entreprise tant le sentiment d'injustice était partagé parmi les travailleurs des Flamboyants !

Dans les métiers supports, les salariés étaient payés depuis des années au SMIC sans possibilité d'évolution salariale. À cela s'ajoutait le fait que les conditions de travail ne cessaient de s'aggraver du fait du manque de personnel. Pour compenser cela, la direction n'avait rien trouvé de mieux que de leur demander d'effectuer des journées de 12 heures. Elle prétendait par ailleurs ne pas avoir les moyens de satisfaire leurs revendications.

Pour les faire renoncer à leurs revendications, la direction des Flamboyants a parié sur l'usure des grévistes. Mal lui en a pris, car de jour en jour ces derniers ont montré qu'ils n'avaient nullement l'intention de lâcher. Bien au contraire, ils ont alors organisé un piquet de grève dynamique et fourni devant le site du Port et ont reçu le soutien de nombreux travailleurs de la zone, en particulier celui des dockers.

Au bout d'une semaine de grève, c'est la direction qui finissait par leur concéder un 13ème mois, l'augmentation du budget du CSE pour les oeuvres sociales et la subrogation en cas d'accident de travail.

Et s'ils n'ont pas obtenu cette fois l'application de la Convention collective de l'hospitalisation privée, ils ont déclaré avant de reprendre le travail la tête haute que ce n'était que partie remise !

FB

Coupures électriques : les « priorités » de la direction ne sont pas les nôtres

Le passage de Garance a provoqué d'énormes dégâts sur le réseau électrique aérien. Lignes Haute Tension à terre, idem pour nombre de lignes Moyenne Tension et des dizaines de milliers d'abonnés basse tension.

Les agents EDF et leurs collègues des entreprises sous traitantes ont travaillé sans répit pendant plusieurs semaines, dans des conditions difficiles d'accès aux ouvrages, parfois sous la pluie, en faisant des journées de 10, parfois 12 heures d'affilée et pour finir par découvrir pour certains en fin de journée qu'ils étaient, comme leurs voisins, toujours privés d'électricité !

Inutile de dire que, dans ces conditions, recevoir un ordre de la hiérarchie leur demandant de rétablir « prioritairement » tel ou tel élu était très mal reçu... et se soldait généralement par un refus d'exécution !

LO

RUSSIE-UKRAINE

L'impérialisme américain reste maître du jeu

Si l'on en croit les représentants américains, russes et ukrainiens, les négociations sur une possible trêve en Ukraine, entamées en Arabie saoudite, ont avancé. Vers quoi, c'est une autre affaire.

Mardi 25 mars, douze heure d'un *« dialogue difficile mais utile »*, selon Moscou, ont permis à Washington d'annoncer un accord sur la libre circulation des navires marchands en mer Noire, réclamé par le Kremlin. Si Kiev a déclaré qu'il appliquerait ce qu'annonce la Maison-Blanche, il a souligné qu'il reste *« des détails à régler »*. Et parmi ces « détails », il y a l'exigence de la levée des sanctions occidentales visant leurs exportations de céréales et d'engrais. Trump s'y dit favorable, le gouvernement de Kiev s'y oppose...

Même si, un jour, un cessez-le-feu finit par être conclu, en attendant, les combats continuent et même s'intensifient. Et ils pourraient s'intensifier encore tant que les deux états-majors disposeront d'assez d'hommes à envoyer à l'abattoir. Pour liquider la poche de Koursk tenue par des unités ukrainiennes depuis l'été dernier, Moscou l'a noyée sous un flot d'obus et d'assaillants, dans ce qui a été une boucherie de part et d'autre.

La Russie se trouve en position de force sur le champ de bataille, son armée grignotant sans cesse du terrain, et Poutine ne se presse donc pas de trouver un accord car le temps joue pour lui. Pourtant, contrairement à la présentation qu'en font gouvernements et médias européens, la Russie est loin d'avoir toutes les cartes en main et ce n'est pas elle qui dicte le rythme et les règles du jeu. Sinon, comment expliquer que les États-Unis, situés sur un autre continent que l'Ukraine, se soient imposés « naturellement » comme le chef d'orchestre de ces négociations ? L'Union européenne en a été écartée, bien que cette guerre se déroule à sa porte, et ce sont les États-Unis qui en donnent le la, en fixent l'agenda et en discutent le contenu en tête-à-tête avec chaque belligérant. Poutine a ainsi dû accepter sans broncher de voir l'Amérique s'emparer des gisements de terres rares d'Ukraine qu'il ne tient pas encore.

La bourgeoisie américaine est, de loin, celle qui a l'économie la plus forte, la richesse la plus grande, l'armée la plus puissante. Mais ce n'est pas seulement elle qu'il faut renverser, c'est le système, l'impérialisme, le capitalisme des temps modernes. Seuls les travailleurs peuvent le faire.

ISRAËL

Netanyahou et ses guerres contestés

La décision de Netanyahou de limoger Ronen Bar, chef du Shin Beth, le service de renseignement intérieur, a provoqué une importante crise politique en Israël. Le gouvernement israélien doit faire face à l'opposition d'une partie de l'appareil d'État et à des manifestations qui ont regroupé des dizaines de milliers de personnes dans tout le pays.

Pour justifier sa décision, Netanyahou a mis en avant une *« rupture de confiance professionnelle »* avec le dirigeant du Shin Bet. Il lui reproche surtout d'avoir diligenté une enquête visant des membres de son entourage, accusés d'avoir reçu des centaines de milliers de dollars pour redorer l'image du Qatar. Ce Qatargate, s'ajoute aux affaires de fraude, corruption et abus de confiance pour lesquelles Netanyahou est actuellement jugé et à sa mise en cause sur le massacre du 7 octobre, dans lequel ont été pointées les défaillances du gouvernement.

Pour sauver sa carrière politique et éviter de finir en prison, Netanyahou a plus que jamais besoin du soutien de l'extrême droite. Pour obtenir le retour au poste de ministre de la Sécurité nationale du suprémaciste Itamar Ben Gvir, qui avait quitté le gouvernement après l'accord de trêve conclu en janvier avec le Hamas, il a relancé la guerre à Gaza faisant près de 800 morts en quelques jours et ouvrant la voie à une nouvelle annexion de territoires par Israël.

Netanyahou cherche à créer une union nationale derrière lui et fait feu de tout bois sur tous les fronts, encourageant et appuyant la colonisation en Cisjordanie, déclenchant des opérations militaires au Liban et en Syrie. Il se sent d'autant plus autorisé à poursuivre dans cette voie qu'il sait pouvoir compter sur le soutien de Trump.

Une partie de la population israélienne a exprimé son refus de cette fuite en avant guerrière. Des manifestations ont regroupé des dizaines de milliers de personnes. Si le

maintien de Ronen Bar à la tête du Shin Bet, qui est l'objectif mis en avant par les manifestants, est atteint, cela ne mettra pas fin à la situation de guerre dans laquelle sont plongés les peuples israélien et palestinien, et au-delà tous ceux du Moyen-Orient. Dénoncer Netanyahou, le poids croissant et menaçant de l'extrême droite et la montée de l'autoritarisme qui en est la conséquence ne suffit pas, car ce sont les conséquences des politiques niant les droits nationaux des Palestiniens menées par les gouvernements israéliens depuis 1948.

TURQUIE

La colère explose contre Erdogan

En Turquie, le président Recep Tayyip Erdogan vient de franchir une marche supplémentaire dans la répression de toute opposition à son parti l'AKP, ainsi qu'à sa personne. Il tente de se maintenir au pouvoir en vue de l'élection présidentielle de 2028, contre vents et marées, dans un pays en crise et élimine pour cela ses opposants, le dernier en date étant le maire kémaliste d'Istanbul, Ekrem Imamoglu.

Le 19 mars, Ekrem Imamoglu était arrêté à l'aube, accusé de corruption et de liens avec le terrorisme, en clair, avec le parti indépendantiste kurde PKK et ses revendications. Des dizaines de membres et d'élus de son parti, le CHP, social-démocrate et principal parti d'opposition, étaient arrêtés en même temps.

Toutes les précautions avaient été prises, pour cette arrestation : les transports publics avaient été stoppés dans toute la partie européenne d'Istanbul. Pourtant, des manifestations de colère se sont rapidement organisées à Istanbul et dans d'autres villes, à partir des universités, sans appel dans ce sens des dirigeants du CHP, peu pressés de s'appuyer sur la mobilisation populaire.

La protestation s'est élargie en allant de façon évidente contre le régime d'Erdogan. Ce dernier est devenu impopulaire dans une grande partie de la population, travailleurs les plus précaires victimes d'une inflation énorme, habitants des zones dévastées par les tremblements de terre abandonnés à leur sort, Kurdes privés de leurs droits et méprisés au point d'avoir vu leurs maires, régulièrement élus, destitués par Erdogan. Celui-ci est depuis longtemps déjà rejeté par tous ceux à qui la liberté d'expression et d'opinion est déniée, et a toutes les chances de l'être aussi à l'élection présidentielle s'il trouve le moyen de se présenter à nouveau.

Les manifestations se sont multipliées et amplifiées depuis le 19 mars : outre Istanbul, Ankara et Izmir, deux tiers des grandes villes du pays en ont connu. Jusqu'à présent, cela n'a pas arrêté Erdogan, qui a confirmé l'emprisonnement d'Imamoglu et de ses coaccusés, le 23 mars, au moment même où celui-ci était désigné, en son absence, candidat du CHP par 15 millions de votants. Le 25 mars, la mobilisation dans les villes ne faiblissait pas, et les protestations de la jeunesse recueillaient de plus en plus d'approbation parmi les travailleurs et les classes populaires. En cherchant à éliminer ceux qui apparaissent comme une alternative politique, Erdogan a provoqué un début d'explosion sociale et ébranlé la stabilité de son régime.

MAYOTTE

Le vrai visage de l'impérialisme français

Valls, le ministre de l'Outre Mer, a annoncé le 12 mars à l'occasion de la tenue de la commission de défense la décision du gouvernement français de construire une deuxième base militaire navale à Mayotte en plus de celle déjà existante de Dzaoudzi.

13 milliards d'euros seront ainsi investis prochainement dans l'île pour répondre, dit-il, à l'enjeu de la sécurité de ce territoire. Il faut comprendre par là la chasse aux immigrés comoriens et africains, ainsi que la sécurisation des champs de gaz situés entre Mayotte et le Mozambique sur lequel louche avidement le groupe français Total.

Si cet investissement massif dans une nouvelle installation militaire permet à l'impérialisme français de montrer les muscles dans la région, ce n'est pas cela qui mettra fin à l'insécurité quotidienne pour la population de Mayotte qui pâtit depuis des décennies du sous développement économique et social.

Abominable guerre

Au Soudan, après deux ans de guerre, l'armée soudanaise a repris le palais présidentiel aux Forces de soutien rapide. Elle est en passe de contrôler toute la capitale, Khartoum. Cela ne mettra pas fin pour autant au conflit sanglant entre deux chefs militaires qui ravage le pays.

Lorsqu'un puissant mouvement populaire avait renversé en avril 2019 le dictateur Omar Al-Bachir, le chef de l'armée officielle, Al- Burhane, et celui des Forces de soutien rapide, Hemetti, avaient fait mine de partager le pouvoir avec des civils portés par la vague de contestation. Ils n'avaient pas tardé cependant à se retourner contre eux et à réprimer sauvagement tous ceux qui contestaient leur mainmise sur le pays. Cette alliance entre les deux bourreaux n'a guère duré. L'armée d'Al-Burhane était forte de ses chars, de ses hélicoptères et de ses avions de combat. Les Forces de soutien rapide étaient quant à elles issues des cavaliers janjawid qui avaient mis à feu et à sang la région du Darfour, avant d'être équipés d'armes modernes pour constituer une force indépendante de l'armée officielle. Le 15 avril 2023, la guerre entre les deux bandes armées et leurs chefs respectifs fut déclarée.

Depuis, tout le Soudan a été ravagé par les deux armées. Les deux camps n'ont reculé devant aucune horreur pour gagner du terrain. Neuf millions de Soudanais sur les 50 millions d'habitants que compte le pays ont dû fuir loin de chez eux. Deux millions et demi se sont réfugiés dans d'autres pays, en particulier au Tchad voisin. Villes et villages ont été bombardés et rasés, tandis que l'infanterie envahissait les habitations, violait les femmes, torturait et exécutait les hommes. Les deux camps se sont ingéniés à réveiller les anciens conflits communautaires et à enrôler les populations dans des milices rivales, ajoutant encore à l'horreur.

Les dirigeants des pays voisins se sont pour leur part appliqués à alimenter ce conflit sanglant, l'Égypte derrière Al-Burhane, les Émirats arabes unis avec Hemetti. Ces pays figurent parmi les principaux clients des marchands d'armes français, anglais et américains et une partie de leur arsenal a pris le chemin du Soudan.

Aujourd'hui, Hemetti contrôle l'Ouest du pays, dont le Darfour, et Al-Burhane le reste du territoire. Les combats continuent. Peut-être s'achèveront-ils par une nouvelle partition du pays, comme celle qui avait donné naissance en 2011 au Soudan du Sud, là aussi à l'issue d'une interminable guerre. L'impérialisme réserve à la population des pays pauvres de telles dictatures, nécessaires à sa domination, et quand ses serviteurs se déchirent c'est la population qui paye.

Réunion publique de Lutte ouvrière

Samedi 5 avril à 9 heures
à la mairie de Bras Panon

« La Marche à la Guerre : l'ennemi est dans notre propre pays ! »

Macron ainsi que les dirigeants européens ont décidé de consacrer des centaines de milliards d'euros aux dépenses militaires ...

Les gouvernements européens lorgnent comme Trump et Poutine sur les richesses de l'Ukraine....

Quelle attitude, nous travailleurs, devons-nous adopter face au choix mortifère qu'ont décidé de nous imposer Macron et son gouvernement ?

Quels intérêts devons nous défendre ? Les nôtres qui sont les mêmes que les intérêts des travailleurs russes et ukrainiens, ou ceux des marchands de canons français représentés par Macron et tous les va-t-en guerre français ?

Venez-en discuter avec les militants de Lutte ouvrière

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:
.....
Prénom :
.....
Adresse:
.....
.....

Ci-joint par chèque la somme de .....euros

Pour nous contacter :
Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282